

# Le grand débat de Macron c'est ça : contre-réforme des retraites, loi anti-manifestants, répression...

**« Si on bloquait le pays avec la grève, Macron reculerait sur tout ! »**

**L**a fin du grand débat à la fin de cette semaine devrait voir le président Macron se saisir de quelques-unes des propositions faites au cours de ces deux mois. Avec même peut-être une surprise, nous dit-on... Enfin, tout cela devrait quand même rester dans le cadre fixé par son programme et permettre une nouvelle accélération des « réformes » ! Car c'est bien l'essentiel pour le gouvernement. Les commentateurs se rassurent avec une prétendue baisse de la mobilisation des Gilets jaunes, comme annoncée après chaque samedi depuis bientôt quatre mois, et une remontée de la cote de popularité de Macron. Bref le petit monde de la politique officielle respire... un peu sur fond de violences répétées contre les manifestants.

Pour combien de temps ?

Dix-neuf organisations, dont la fondation Nicolas-Hulot, le Secours catholique, la CFDT et l'Unsa, ont rendu publiques la semaine dernière soixante-six propositions pour « *la construction d'un nouveau pacte politique, social et écologique* ». Au-delà du catalogue, qui ne dit bien sûr pas un mot des contre-réformes déjà engagées ou en préparation, il s'agit clairement d'un dispositif visant à enchaîner les organisations signataires au char de Macron. Avec en toile de fond la négation de l'existence de classes sociales aux intérêts antagoniques, chacun se retrouve, avec ce *nouveau pacte*, chargé d'apporter sa pierre à la défense du climat et de la Terre.

Pas certain que cela suffise à endiguer la lutte de classe, après quatre mois d'une mobilisation des Gilets jaunes autour de revendications centrales comme le pouvoir d'achat et les salaires, la précarité et le chômage, la démocratie...

Les appels communs dans de nombreux départements et localités, souvent avec les Gilets, expriment la volonté, par la grève, de bloquer le pays, seul moyen d'obliger Macron à céder. « *Macron a cédé dix milliards avec le blocage des ronds-points. Si on bloquait le pays avec la grève, il reculerait sur tout* », résume un militant.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : obliger Macron et son gouvernement à céder, à renoncer aux plans de destruction en préparation contre les retraites, l'assurance chômage, l'école, la santé et les hôpitaux, le statut de la fonction publique, les services publics... pour reconquérir ensuite tous les acquis qui ont été démembrés ou détruits ces dernières années. C'est cet objectif que se fixe le Comité national pour la résistance et la reconquête des acquis de 1936 et 1945, en organisant le 30 mars à Paris une convention nationale de délégués des comités locaux pour la résistance et la reconquête.

Dans les réunions des comités locaux qui se tiennent en ce moment, de nombreux Gilets jaunes et militants syndicalistes discutent de l'organisation de la mobilisation unie, de la grève, pour bloquer la politique de Macron et de son gouvernement.

Chaque semaine, lisez *Informations ouvrières*